

# Deux modèles culturels de la ruralité andine

Province de Bolívar, Équateur

**Yves Poinot**  
Géographe

**Fabien Pouille**  
Géographe

**Michel Pouyllau**  
Géographe

## I Introduction

Depuis l'avancée démographique qui s'est produite entre la fin du siècle dernier et les années cinquante, on observe dans la région andine équatorienne (la Sierra) une série de réorganisations de l'espace, doublées d'un net accroissement de la pression sur les ressources naturelles. Dans la Sierra équatorienne, les fortes densités locales, les migrations vers les terres basses, l'émergence de modèles socio-économiques liés à la rente pétrolière, mais aussi la gestion anarchique des nouveaux réseaux, la remontée des communautés indigènes vers des terres de l'extrême, les antagonismes et affrontements interculturels, la notion d'État multinational, les politiques publiques conflictuelles se mêlent et participent à une transformation des espaces montagnards, génératrice d'interrogations sur l'avenir de ces milieux et des sociétés qui les occupent.

Depuis les années soixante et les « réformes agraires » entamées en 1964, un fort accroissement de la pression démographique dans certaines parties des Andes équatoriennes (le sillon interandin principalement, mais aussi certains versants externes), une intensifica-

tion des méthodes culturales, une ouverture de fronts de colonisation, qui déclenche ou accélère des processus d'érosion et/ou d'appauvrissement du potentiel agronomique des sols, accompagnent une différenciation nette des stratégies de développement des sociétés rurales indigènes et métisses. La fracture est profonde et concerne tout autant les modes de gestion du potentiel productif (types de productions, systèmes de cultures, régimes fonciers) que les stratégies de diversification des ressources, fondées notamment sur des pratiques migratoires<sup>1</sup>.

Notre hypothèse de travail repose sur l'idée que la compréhension des évolutions rurales observées dans la Sierra au cours des deux dernières décennies passe par l'identification de deux modèles culturels clairement différenciés, que l'on tente de caractériser par leurs manifestations plus que par leur essence<sup>2</sup>.

## ■ Un modèle territorial classique dans les Andes

Inclus dans le modèle d'organisation de l'Équateur bipolaire qui n'est pas repris ici (DELER, 1991), le modèle territorial de la pro-

<sup>1</sup> L'étude de ces stratégies et de leurs résultats quant au contrôle de l'espace est déterminante pour imaginer ce que serait une recomposition territoriale de certains secteurs de la Sierra. Les métis adoptent des stratégies de migrations différées, assurant provisoirement grâce à la rente de la terre l'éducation de leurs enfants, qui ne reviendront plus vers des activités rurales, ouvrant ainsi un nouveau marché foncier une fois les parents décédés ou trop âgés pour travailler la terre. Les Indiens migrent temporairement vers les villes ou les haciendas de la Costa, s'assurant ainsi un certain capital monétaire qui leur permet d'envisager le rachat de terres rendues libres par les stratégies des métis. Certains envisagent même une « ré-indigénisation » de la Sierra (voir LEMOINE, *Le Monde Diplomatique*, novembre 1994).

<sup>2</sup> On a choisi de focaliser l'attention sur un espace assez restreint où coexistent des sociétés indigènes et métisses, sur des versants fort semblables, et où se manifestent depuis longtemps les processus consi-

vince de Bolívar se structure autour de l'environnement physique, qui joue un rôle majeur dans la structuration de l'espace équatorien, de l'organisation sociale, avec les oppositions haciendas-métis-indigènes, et des flux. Le chorotype de la province de Bolívar est construit sur la base de cinq chorèmes qui reprennent autant de modèles territoriaux (fig. 1).

1 — Le gradient altitudinal constitue la base unique du modèle auréolaire primaire. Il reprend les grandes divisions altitudinales de la région entre le volcan du Chimborazo et les páramos, la partie supérieure des bassins internes, l'étage moyen du fond des bassins et les flancs externes vers le piémont de la Costa.

2 — L'appropriation différenciée de l'espace obéit à un modèle centre-périphérie classique avec au centre du chorotype une association complexe socioculturelle « métisse-criolla » et l'expression de modes de production comme l'hacienda ou/et l'agriculture de fonds de bassin à dominante métisse. Dans la première périphérie, on note des avancées de l'agriculture de type productiviste (essentiellement métisse) au détriment des terroirs indigènes. Autour de leur communauté, ces derniers subdivisent à l'extrême leurs minifundios. Des situations de conflits peuvent se produire lorsque se juxtaposent bourgs ruraux métis, communautés indigènes et haciendas. L'espace du páramo est en cours d'appropriation sous la pression des communautés indigènes repoussées vers les hautes terres. Mais le conflit autour du contrôle de la terre et de l'eau est loin d'être aussi facilement réduit à un modèle géométrique simple.

3 — Les lieux habités se distribuent suivant un modèle orbital partiellement déséquilibré. La ville d'origine coloniale de Guaranda occupe le centre, le second cercle des communautés indigènes suit des règles orbitales régulières, tandis que le premier cercle des bourgs ruraux métis (San Miguel, San José de Chimbo, San Simon) est plutôt déséquilibré par une digitation vers le sud. Cela pourrait

---

dérés : le bassin de Guaranda dans la province de Bolívar. Cette région est située sur les premiers flancs extérieurs de la Cordillère occidentale, à proximité du massif du Chimborazo, à mi-chemin du sillon interandin et du piémont de la Costa, sur une diagonale Quito-Guayaquil qui a joué un rôle important dans la structuration de l'espace équatorien jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

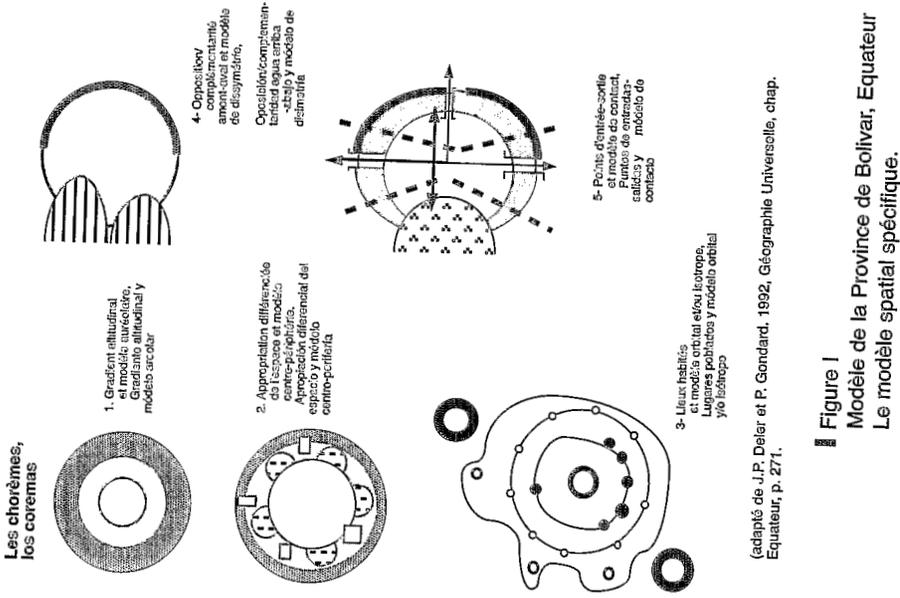
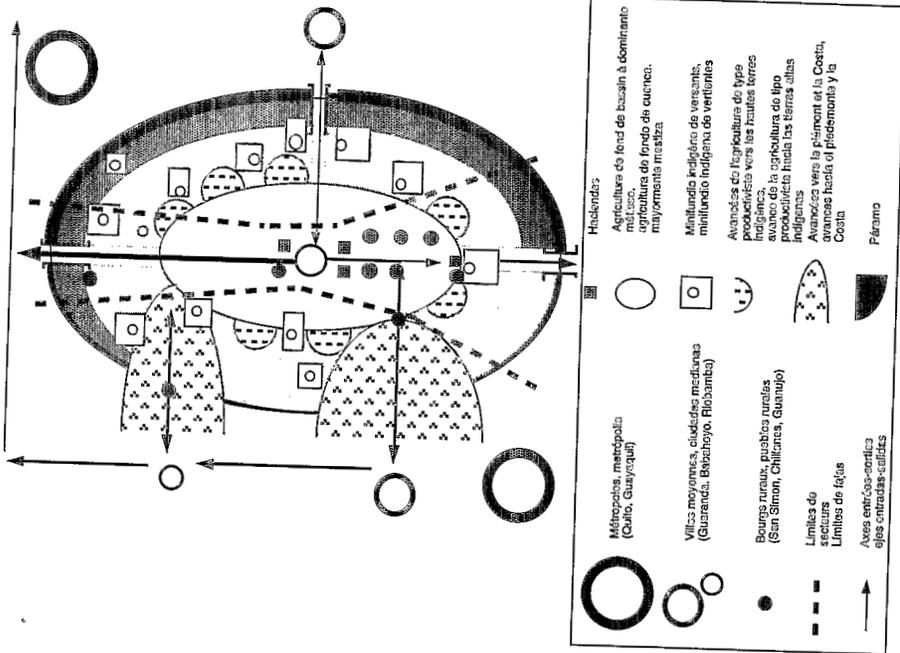


Figure 1  
Modèle de la Province de Bolívar, Equateur  
Le modèle spatial spécifique.



correspondre à des milieux plus favorables du point de vue écologique en aval du bassin (terres moins froides), mais aussi à des raisons historiques : le centre d'attraction du Corregimiento de Chimbo était plutôt situé vers San José de Chimbo qu'à Guaranda. Les villes externes au bassin, Ríobamba, Babahoyo, et les métropoles de Quito et Guayaquil sont sur un modèle isotrope.

4 — La topographie des versants extérieurs joue un rôle certain mais non déterminant dans les oppositions amont-aval. La dynamique socio-économique participe à ce modèle en créant des complémentarités entre ces deux situations géographiques, contribuant ainsi à la mise en place d'un modèle de dissymétrie entre la barrière du Chimborazo, seule véritable barrière physique de la région, les cols facilement franchissables et les ouvertures généralisées vers le piémont et la Costa, qui obéissent plus à une extension postérieure surfacique de type front de colonisation.

5 — Le « modèle de contact » illustre le rôle qu'a tenu la province dans la liaison entre Quito et Guayaquil. Deux axes d'entrée-sortie semblent émerger : l'un de type linéaire vers le nord, les marchés agricoles et la métropole andine (Ambato, Quito), l'autre de type surfacique avec les fronts de colonisation du piémont, et au-delà la Costa et Guayaquil.

## ■ Indiens et métis : une dichotomie culturelle ou économique ?

Malgré leur diversité disciplinaire, les recherches en sciences sociales et agronomiques sur les civilisations rurales andines ont permis l'émergence d'un « modèle implicite » des dynamiques traversant les campagnes andines. Un survol rapide de ses traits essentiels, produits de l'histoire, souligne son origine précolombienne, qui a donné naissance à une société exploitant des milieux écologiquement différenciés au travers d'une organisation communautaire répartie en un « archipel vertical » (MURRA, 1975). Si certains traits

de cet héritage subsistent encore, la colonisation qui succède impose un modèle territorial nouveau (« le grand domaine ») qui, par le couple dialectique « latifundio-minifundio », détermine encore la structure sociospatiale de larges portions des campagnes andines. Sa remise en cause partielle n'est survenue que dans certains pays (Bolivie, Équateur...) sous l'influence de la transition démographique génératrice d'une pression foncière débouchant sur des réformes agraires. Ces dernières, chargées de procédures d'applications lourdes, ont souvent autant permis, sinon plus, l'émergence d'une paysannerie de « medifundistes » d'origine métisse qu'une restitution des terres « ancestrales » aux communautés indigènes.

Réalisées dans une perspective de modernisation du pays par la substitution d'une agriculture marchande au mode de production précapitaliste antérieur, ces réformes ont précipité l'ouverture des campagnes à l'économie marchande, à la culture occidentale, au mode de vie urbain. Facilités par un désenclavement routier (annonçant l'arrivée des autobus et des camions) et culturel (par les médias), de puissants processus migratoires se sont développés (pour l'Équateur, cf. les travaux de DELAUNAY, 1989). Ils contribuent à la fois à la croissance urbaine, à l'ouverture de fronts de colonisation amazoniens, à la fourniture d'une main-d'œuvre abondante aux secteurs capitalistes des agricultures nationales (bananeraies équatoriennes, plantations de cotonniers boliviennes...).

Ces derniers phénomènes permettent d'entrevoir l'esquisse d'un débat relatif à l'interprétation des comportements migratoires. Dans une vision « universaliste », ils seraient la reproduction moderne de l'exode rural qui a vidé les montagnes européennes depuis un siècle (BRAUDEL, 1986). Une interprétation « andine » soucieuse d'identifier des continuités culturelles pourrait y voir, *a contrario*, une poursuite sous une forme modernisée des pratiques précolombiennes de diversification des ressources dans l'espace telles que MURRA (1975) les a dépeintes chez les Lupaqua ou les Quero. La résolution de cette ambivalence apparente était jusque récemment trouvée du côté d'une différenciation spatiale. On opposait ainsi les sociétés « métis » des Andes du Nord (Venezuela, Colombie pour l'essentiel), qui empruntent au modèle occidental les tensions foncières et la forte mobilité ruro-urbaine, à celles, « indigènes », des Andes centrales, où se rencontrait avec une per-

manence relative le modèle des organisations en archipel (cf. San Juan dans Vallée du Chancay, BERTRAND *et al.*, 1980) et des processus de marginalisation et d'acculturation progressives des sociétés indigènes (MORLON, 1992).

### *Les revendications indianistes*

Les événements de l'année 1992 sont venus, à notre sens, perturber cet ordonnancement satisfaisant pour la pensée. La vigueur des manifestations indigènes qui se sont cristallisées sur la célébration de « *500 años de resistencia indígena* » sous forme de mouvements indigènes imposants, a souligné l'existence de contre-courants puissants dans le flux d'acculturation qui semblait devoir s'imposer<sup>3</sup>. Apparemment nourri par un puissant mouvement de recherche identitaire, cette vague de revendication de l'indianité marque pour certains la fin de cinq siècles de dépréciation d'une culture par une « idéologie de la discrimination » (BEY, 1994).

La transcription de cette idéologie nouvelle dans le champ politique est marquée par de nombreux avatars. Plusieurs travaux récents soulignent notamment la position ambiguë des meneurs de ces mouvements. Ainsi LAVAUD (1992 : 73) explique qu'en Bolivie « le discours indianiste est produit et promu par une nouvelle élite, d'origine rurale, première bénéficiaire des réformes éducatives et de l'ouverture sociale post-révolutionnaire. Vingt ans après, on trouve à la tête du mouvement katariste (de Tupac Katari, chef du soulèvement indien qui assiégea La Paz au XVIII<sup>e</sup> siècle) des étudiants, des instituteurs ou des professeurs, des promoteurs de programmes de développement rural, des agronomes, etc. Cette élite aymara, campée à la frontière de la ville et de la campagne, est en relation plus ou moins étroite avec les réseaux internationaux de défense des droits des peuples ou des minorités (le Conseil indien d'Amérique du Sud

---

<sup>3</sup> Si l'existence de ces manifestations, sans préjuger de leur ampleur, était prévisible dans les pays de tradition indigène (LAVAUD, 1992; FASSIN, 1991), leur extension à la Colombie, par exemple, constitue incontestablement un phénomène nouveau très clairement analysé par GROS (1994) et illustré par la place notable accordée aux indigènes dans la nouvelle Constitution de ce pays (BLANQUER, 1992).

— Cisa —, l'International Indian Treaty Council, qui est représenté à l'ONU, le Conseil mondial des Églises, les mouvements écologistes, les organisations de défense des droits de l'homme, etc.) qui cautionnent et financent ces diverses organisations ».

Bien que la genèse du mouvement emprunte pour partie à la culture occidentale et que la part de modernité qu'il recèle l'éloigne du vécu des populations rurales, son écho dans les campagnes andines est incontestable, attestant de la vigueur du sentiment identitaire. Si l'on se fie aux principales revendications actuelles, son fondement est avant tout culturel, les doléances linguistiques se plaçant souvent au premier plan. S'y adjoignent des demandes portant sur la restitution des terres ancestrales qui, dans les années soixante-dix, étaient plutôt revendiquées au nom de la lutte des classes. La géographie de ces revendications, bien que difficile à tracer dans le détail, offre des contours qui ne manquent pas de surprendre. En effet, si les mouvements indianistes sont présents dans les pays démographiquement indigènes (de la Bolivie à l'Équateur), ils prennent une ampleur surprenante en Colombie, où les populations « non métis » sont faiblement présentes. La caisse de résonance qu'a constitué le débat sur la nouvelle Constitution n'y est sans doute pas étrangère.

Parmi les anciens pays à forte tradition indigène, l'Équateur semble connaître une agitation particulière mais surtout voit naître une tension entre les deux cultures, nouvelle pour ce pays jusqu'alors présenté comme un havre de paix dans la région andine. Le tableau général du pays que brosse LEMOINE (1994) est instructif. Il explique ainsi que la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel est venue récemment tendre la situation. Des travaux de l'Idea (expression locale de l'Usaid) ayant fait apparaître que l'agriculture équatorienne ne nourrissait plus le pays, une nouvelle loi agraire a été votée le 3 juin 1994. Destinée à moderniser l'agriculture (« convertir le pays en une entreprise agro-industrielle et faire de la terre une marchandise », estimait *a contrario* M<sup>gr</sup> Corral, évêque progressiste de Ríobamba), elle rendait possible la parcellisation et la vente des terres communautaires, l'eau elle-même devenant susceptible de privatisation.

La mobilisation indienne déclenchée par cette loi fut telle que le pouvoir fit machine arrière, acceptant une rediscussion de quarante

des 46 articles de la loi pourtant déjà votée. Cet événement a eu une portée dans la Sierra dont on n'a sans doute pas encore mesuré toute l'ampleur. Elle a montré au gouvernement comme aux indigènes la force de pression de ces derniers mais, plus encore, elle a contribué à faire naître l'inquiétude chez les paysans métis. Par un basculement soudain et totalement imprévisible pour eux, ils ont mesuré à cette occasion la force des indigènes qu'ils méprisaient jusqu'alors. Une méfiance réciproque se développe donc dans les campagnes et laisse à penser qu'elles voient s'esquisser une indigénisation de la Sierra que les travaux menés dans la province de Bolívar (POINSOT *et al.*, à paraître) voyaient poindre par la démographie et le contrôle de la terre.

### *Une nouvelle problématique aux contours mal définis*

Dans le champ sociopolitique, le phénomène fait naître une interrogation à laquelle il semble aujourd'hui difficile de répondre. Vaut-on assister à une scission majeure des sociétés andines selon une fracture passant par la séparation culturelle entre indigènes revigorés par la re(co)naissance post-moderne de leur indianité, et métis soudain chargés du poids du crime colonialiste dont ils hériteraient ? Ou ne s'agit-il que de l'émergence de nouveaux acteurs dans le paysage politique latino-américain, qui, poussés par une idéologie de la revanche indienne (se substituant en cela à une revanche prolétarienne issue d'un marxisme qui a nourri des générations d'opposants sud-américains), viendraient constituer un nouveau pôle politique sans que la dynamique fondamentale d'occidentalisation culturelle et économique par acculturation des indigènes ne s'interrompe ?

Pour la recherche en sciences sociales, cette nouvelle donne invite à se pencher plus encore sur la spécificité culturelle indigène, en y cherchant les constantes comportementales à partir desquelles de nouvelles voies de développement pourraient s'esquisser. Pourtant, le postulat d'une spécificité culturelle indienne fondatrice de la différenciation, emprunté au politique, n'offre pas une solidité telle qu'il puisse être enfourché sans discussion. Des travaux récents

(MORLON, 1992; BEY, 1994; BERNAND, 1994) portant sur les Andes centrales, où la dichotomisation décrite en Équateur est sans doute moins marquée, fournissent des éléments qui laissent à penser que cette spécificité est autant économique (liée à un niveau de ressources extrêmement bas qui justifie le poids considérable de l'aversion au risque) que culturelle. Autrement dit, nombre de ces comportements identifiés comme spécifiquement indiens ne seraient pour certains que liés à une culture de la pauvreté.

Déterminer le rôle exact du culturel et de l'économique dans ces spécificités comportementales nous paraît d'une importance majeure. En effet, si l'hypothèse culturelle est bien valide, le développement d'une société indigène à l'identité culturelle affirmée et sur des bases économiques nouvelles n'est pas une utopie complète. Si, en revanche, une part notable de cette apparente spécificité indienne n'est que l'expression d'une pauvreté telle qu'elle uniformise les comportements, créant l'illusion d'une unité comportementale d'origine culturelle, l'amélioration du niveau de vie, ou tout au moins la diminution des risques, que sous-tend tout projet de développement conduira inéluctablement à une disparition de cette spécificité indigène qui serait en fait issue d'une pauvreté ethnologiquement uniformisante. Compte tenu de la gravité et de la complexité du débat, nous ne voudrions ici que poser quelques jalons<sup>4</sup>.

Dans la province de Bolívar, la différenciation ethnologique entre indigènes et métis est accentuée. S'agissant d'une province où le peuplement créole est ancien, les communautés indigènes n'y sont que minoritaires (tout au moins à proximité des grands axes de communication), mais aisément identifiables. La distinction spatiale entre les deux communautés culturelles est aisée (POINSOT *et al.*, à paraître). Ceux que nous définirons comme métis se caractérisent en première approximation par une tenue vestimentaire de

---

<sup>4</sup> Ces pistes sont nourries des résultats du programme de recherche que nous menons en Équateur (que nous considérerons donc ici comme un cas extrême de manifestation de la fracture culturelle) dans la province de Bolívar, complétés des travaux à caractère ethnographique menés par BEY (1994) au Pérou et BERNAND (1994) en Équateur (sur des terres où la dichotomie indigènes/métis ne s'exprime apparemment pas aussi vigoureusement).

type occidental, par l'usage constant de l'espagnol, par une forte monétarisation ainsi que par un recours prioritaire à la scolarisation comme moyen de promotion sociale (peu d'enfants prennent la suite des parents sur l'exploitation agricole, l'objectif de ces derniers étant prioritairement d'en faire des citadins par l'apprentissage d'un métier). Si l'on sort de la sphère familiale pour les caractériser par leur comportement agricole, on constate que la commercialisation de leur production agricole est fréquente, tout comme le recours aux engrais et aux semences sélectionnées. Poussant plus avant, on doit opérer une distinction entre ceux que nous qualifierons de « moyens » métis et ceux que nous appellerons « petits » métis. Les premiers, souvent anciens bénéficiaires des réformes agraires, exploitent des superficies comprises entre 10 et 20 ha et emploient une main-d'œuvre salariée. Parfois possesseurs d'un véhicule, ils exercent aussi une activité de transporteurs, délaissant parfois l'exploitation directe de certaines parcelles qu'ils confient à un exploitant en manque de terres. Ce dernier appartiendrait dès lors à la seconde catégorie, celle des petits métis dont les terres en propriété n'excèdent souvent pas 2 à 3 hectares. Ils complètent dès lors leurs revenus par des embauches temporaires chez un « moyen » métis, dans une hacienda voisine, ou par une émigration saisonnière vers les plantations de la Costa.

Ceux qu'on qualifie d'indigènes présentent des comportements clairement distincts. Ils portent des vêtements peu européens, leur langue courante est le quechua et ils se soignent par un recours presque exclusif à la phytothérapie traditionnelle. La scolarisation de leurs enfants est de faible durée, la présence de ces derniers étant indispensable au fonctionnement de l'exploitation. Celle-ci fournit pour l'essentiel des produits destinés à l'autoconsommation (maïs, pommes de terre, céréales et tubercules andins), les rares produits commercialisés étant destinés à fournir les sommes nécessaires au paiement des impôts et aux quelques achats indispensables (outillage). Sur le plan foncier, la gestion du patrimoine est soumise à un contrôle de la communauté qui interdit toute vente de parcelle à un individu extérieur, soulignant ainsi l'existence d'une territorialité indigène spécifique.

La discrimination foncière qu'impose la collectivité indigène à ses membres répond à une autre forme de discrimination émanant des

métis qui s'interdisent généralement l'embauche d'indigènes (comme salariés ou par des contrats). Le fort ancrage rural des Indiens est attesté par leur comportement migratoire. Ils sont cantonnés sur des exploitations minuscules (moins d'un hectare parfois), et l'accès à d'autres ressources est impératif. Interdits d'embauche sur place, ils émigrent saisonnièrement sur la côte ou vers la ville, mais selon un calendrier qui tend à privilégier les travaux agricoles « lourds » (labours, récoltes) que requiert l'exploitation, marquant ainsi la priorité accordée à la reproduction de cette dernière. Les migrations saisonnières parfois longues sont fréquemment destinées à la constitution d'un capital qui, lorsqu'il est suffisant, est réalisé sous forme d'achat de terres, si possible à des métis quittant la région. Ce mouvement atteste une progression des surfaces agricoles aux mains des indigènes et donc explique qu'on évoque une indigénisation foncière de la province, que conforte l'indigénisation démographique issue d'un accroissement naturel qui semble plus vigoureux que chez les métis. Des enquêtes auprès des communautés indigènes ont montré que le nombre moyen d'enfants par femme était de 7 à 8 enfants, contre 3 en moyenne pour la population rurale métisse dans la province de Bolívar (MEZZINE, 1993).

Sur ces terres où la dichotomie comportementale est aussi nette, évoquer une spécificité culturelle indigène semble aller de soi. Pourtant deux observations contredisent quelque peu cette assertion. La première, sur des exploitations métisses de tailles diverses, constate que l'organisation de la structure foncière en « archipel vertical » est souvent présente. On rencontre ainsi à Chillanes, village du Bolívar (POINSOT *et al.*, à paraître), nombre d'exploitations métisses de taille moyenne, situées vers 2 500 m d'altitude, qui possèdent des parcelles à près de 3 500 m sur lesquelles est cultivé du maïs à très faible rendement destiné à fournir une semence non contaminée par les parasites de moyenne altitude. Par ailleurs, nombre de ces exploitations des étages tempérés situées dans les villages des versants les plus externes de la Cordillère possèdent aussi des terres dans les paroisses proches du « subtropico » (cultures de bananes, d'agrumes...) qu'elles exploitent par des migrations saisonnières dans le cadre d'une « double résidence ». La seconde observation, relevée dans plusieurs villages métis du bassin de Guaranda (capitale du Bolívar), concerne les pratiques de travail collectif, qualifiées de *mingas*, mot quechua, par les habi-

tants eux-mêmes. Ces dernières sont organisées occasionnellement par le maire ou le prêtre pour l'entretien des routes, des réseaux d'irrigation ou encore de bâtiments ou d'équipements collectifs dans des paroisses ne se définissant pas comme des communautés.

Ces quelques observations, marginales au regard de la différenciation connue qui sépare les pratiques des deux communautés culturelles, soulignent que de tels comportements, réputés « proprement indigènes », se manifestent dans des sociétés parfaitement métisses au regard des autres critères de différenciation. Cet éclairage incite à s'interroger de manière « sacrilège » sur l'existence d'une porosité culturelle des indigènes vers les métis : l'acculturation serait-elle parfois réciproque ?

### *La langue, indicateur d'acculturation ou facteur de porosité ?*

Bien que l'utilisation, exclusive ou non, d'une langue ne puisse être considérée comme l'unique indicateur d'une appartenance culturelle, elle différencie très nettement, en Équateur, les non-indigènes du reste de la population. En effet, à de très rares exceptions près, l'usage du quechua dans la Sierra est quasiment nul dans la population métisse. Le quechua, apporté lors de l'incorporation de la Sierra équatorienne au *Tahuanunsuyo* inca reste un facteur essentiel de cohésion sociale et culturelle. KNAPP (1991) estime, à partir de projections du recensement de 1950, une population de « quechua-hablantes » comprise entre 840 000 et 1 360 000 en 1987 sur une population totale d'environ 9 millions de personnes. Le recensement de 1990 reprend pour la première fois la question sur la pratique de la langue : les données, non publiées, feraient état d'un chiffre beaucoup plus faible, légèrement inférieur à 340 000 (BÜTTNER, 1993). Cela ferait passer la proportion de « quechua-hablantes » de 14 % en 1950 à 3 à 4 % en 1990, et serait le signe d'une acculturation très forte des populations indiennes durant les quarante dernières années. Toutes ces données ne doivent être considérées que comme une indication de l'évolution globale de l'utilisation du quechua, en raison de la dévalorisation de celle-ci ; il est sans doute plus que probable que de nombreuses personnes

bilingues aient caché leur connaissance du quechua. Ce processus d'acculturation donnerait aussi raison aux discours et actions « intégrationnistes » de politiques équatoriens des années soixante-dix qui considéraient les Indiens comme des « marginaux » qu'il était plus ou moins urgent d'intégrer au monde moderne selon les gouvernements (SANTANA, 1992). Pourtant, pendant la même période, les mouvements indigénistes n'ont cessé de s'organiser, de se faire entendre et d'agir. Les mots d'ordre sont justement « différence et reconnaissance d'un territoire ». À la suite de ces revendications, l'éducation bilingue a été vulgarisée dans les zones rurales de la Sierra dominées par les indigènes. Aujourd'hui la « marginalité » des indigènes est intégrée dans l'éducation nationale. Afin de différencier le social ou l'économique du culturel, il est intéressant de se pencher sur l'évolution de la langue quechua en nous basant sur l'étude de BÜTTNER (1993) pour l'ensemble de la Sierra équatorienne.

Cette étude montre que les écoles bilingues n'ont pas été acceptées partout de la même façon. Dans de nombreux cas, l'éducation en quechua a été refusée par les communautés indigènes, ce qui traduit une mauvaise concordance avec la réalité sociolinguistique dans sa dynamique actuelle. En effet, cette étude, beaucoup plus précise que les recensements, met en évidence pour l'ensemble des communautés étudiées une transmission imparfaite du quechua. Si le quechua est la langue maternelle de 82 % des indigènes de plus de 61 ans, cette proportion chute à 63 % pour les 14-20 ans. De même, le niveau d'instruction (indice de différenciation socio-économique évident en Équateur) joue un rôle important et rend compte autant du statut social que culturel de l'indigène. En effet, plus le niveau scolaire augmente, plus le quechua comme langue maternelle unique diminue.

Ces résultats montrent bien de fortes différences comportementales au sein même de la population indigène. Tout d'abord, l'éducation est une stratégie des familles les plus aisées, comme nous l'avons constaté chez les indigènes de la province de Bolívar, qui tirent la plus grande partie de leur revenu des migrations saisonnières voire temporaires dans les villes. Ces familles vivent toujours près des villes ou des bourgs, ou le long des routes qui y mènent. Au contraire des métis, les études suivies par ces indigènes sont le plus souvent techniques et ont un rapport soit directement avec l'agri-

culture, soit avec la commercialisation des productions (chauffeur, mécanicien, etc.). Les études supérieures sont encore relativement rares mais, dans ce cas encore, le lien avec le monde rural et plus particulièrement indigène reste très présent, soulignant un attachement plus fort à la terre (au moins au niveau des stratégies familiales) que celui des métis. Un indigène de Guanujo, petit village près de la capitale de Bolívar, Guaranda, s'est spécialisé dans les règlements de conflits sur la terre. Sa maîtrise parfaite du quechua en fait l'interlocuteur privilégié des indigènes, qui ont peur d'être lésés par les autorités métisses. Ses deux fils sont maintenant avocats, ils pratiquent la même profession mais « avec un titre académique ». Ils maîtrisent cependant mal le quechua car ils ne l'ont jamais parlé chez eux ; ils l'apprennent au contact des paysans. Par contre, et c'est là le deuxième point délicat, on se rend compte qu'on ne peut attribuer à l'Indien un seul statut socio-économique. Tout comme dans le cas de la société indigène du Mexique (ROLDAN, 1988), les Indiens couvrent une « aire intersectorielle » qui va du sous-prolétaire agricole à la bourgeoisie moyenne commerciale, voire de services. Cette nouvelle « bourgeoisie » indienne, tout comme au début de la Colonie, sert d'intermédiaire entre le monde des villes et celui des campagnes reculées, et elle s'applique même à maintenir les relations d'exploitation et de déséquilibre dans les échanges qui pèsent sur les agriculteurs indigènes pauvres.

Niveau d'instruction	Population s'autodéfinissant comme indigène, ayant reçu une langue maternelle unique (en %)	
	Quechua	Espagnol
Analphabètes	87,2	10,2
Études collégiales terminées	58,5	41,5

Source : Büttner, 1993.

■ Tableau I  
Langue et niveau d'instruction

De plus l'usage du quechua n'a pas toujours un rôle de communication intra-ethnique pour les bilingues : le contexte social joue un rôle prépondérant. En effet, si nous imaginons un dialogue entre deux indigènes bilingues de la même communauté, ceux-ci utiliseront préférentiellement le quechua lors des *mingas* et des travaux agricoles, dans une moindre mesure lors des assemblées générales de la communauté, et utiliseront plutôt l'espagnol au marché ou lors de leurs négociations commerciales ou dans les déplacements à la ville proche. Ainsi, chaque fois que l'individu se trouve placé dans une situation socialement valorisante ou doté d'un statut social envié, l'espagnol est privilégié au détriment du quechua. Dans le propre référentiel socioculturel des indigènes, l'espagnol bénéficie donc d'un statut plus élevé que le quechua, reflet de la position économique dominante des métis. Au-delà de l'exemple équatorien de Bolívar étudié ici, deux thèses en sciences sociales récemment publiées ont été consacrées, l'une au Pérou (BEY, 1994), l'autre en Équateur (BERNAND, 1994), à des communautés indigènes en cours d'acculturation. Elles posent certaines questions de fond qu'il est nécessaire de discuter. Nous analyserons essentiellement ici l'étude de M. Bey.

### *La différenciation culturelle serait-elle économique ?*

La première étude (M. Bey) compare deux communautés (Casinta et Tomás) de la vallée du Cañete, la seconde (C. Bernard) est entièrement consacrée au village de Pindilig et à certaines des communautés de son voisinage. Dans les trois villages, l'identité indigène subsiste à travers le statut de *comunidad*, la reconnaissance par les habitants de leur indianité, mais l'espagnol, à des niveaux divers, est partout parlé, le quechua étant même déjà perdu à Casinta. Les liens avec la ville sont relativement étroits dans les trois exemples, une agriculture nettement commerciale caractérisant même la communauté de Casinta. S'ils constituent des recherches à caractère monographique, ces travaux offrent le grand intérêt de s'attacher explicitement à l'étude du phénomène d'acculturation et notamment aux processus de pénétration différentielle de la culture occidentale suivant le niveau de ressources des

familles. Les conclusions viennent éclairer d'un jour nouveau les observations effectuées dans la province de Bolívar.

Dans la vallée du Cañete, M. Bey souligne la diversité des rapports à l'école. L'auteur montre que la fréquentation de celle-ci est d'autant plus longue que les revenus de la famille sont élevés et donc que les parents peuvent se passer de la main-d'œuvre enfantine. Par delà la durée de cette scolarisation, il met le doigt sur le rôle déterminant du lieu où elle se déroule. Il apparaît ainsi qu'à Casinta, où les terres disponibles sont rares, la plupart des familles cherchent à scolariser les enfants à la ville, trouvant dans cette attitude le prétexte et le moyen de désamorcer la bombe démographique, en fournissant aux jeunes le petit bagage scolaire qui permet l'émigration définitive. Cette stratégie permet en outre de renforcer les liens familiaux avec le monde urbain, la mère de famille allant souvent résider en ville pour accompagner ses enfants collégiens ou lycéens. À Tomás, où les réserves foncières sont plus larges, la scolarisation intervient plus souvent sur place. Elle est généralement suivie d'une émigration qui peut être de longue durée (4-5 ans). Elle se conclut souvent par un retour définitif dans la communauté lorsque les années de travail au loin ont permis de constituer un capital suffisant pour acheter les terres autorisant la mise en route d'une exploitation viable.

Cette perspective comparative vient souligner la part déterminante des réserves foncières dans les stratégies migratoires. Dans une population issue d'un fond culturel unique, elle montre que la coupure séparant les migrants définitifs de ceux qui restent à la terre passe surtout par la possibilité offerte ou non de se constituer un « outil de production » (le patrimoine foncier) viable. Elle rappelle aussi que la fracture entre riches et pauvres existe bien ; les premiers peuvent s'offrir le luxe d'une stratégie migratoire par enfants interposés (donc avec un décalage d'une génération) tandis que les seconds restent attachés à la terre faute de moyens.

L'analyse du couplage « conduite de l'exploitation/stratégie migratoire » est notamment remarquable. On explique ainsi (*ibid.* : 131) que « dès que la famille dispose de moyens suffisants, elle n'hésite pas à investir dans l'éducation des enfants au risque, à long terme, de provoquer une décapitalisation de l'unité de production (par la vente du bétail pour payer les études). Les intérêts économiques se

trouveront dès lors de plus en plus orientés vers la ville. Cette tendance est d'autant plus nette dans les familles les plus aisées. » M. Bey conclut qu'« il y a donc une priorité donnée à la reproduction de la famille, qui passe avant celle de l'exploitation agricole et de l'organisation collective qui la soutient (la communauté) » (*ibid.*, 1994 : 144).

Ces comportements au regard de l'éducation, différenciés à Bolívar (Équateur) selon une distinction qui paraissait recouvrir partiellement la coupure métis/indigènes, apparaissent ici opposer au sein d'une même communauté les plus riches aux plus pauvres. Un tel renversement d'interprétation se retrouve à propos de la question communautaire.

La structure communautaire existe encore formellement à Casinta comme à Tomas. Pourtant, la vigueur des pratiques est bien supérieure dans la seconde, où les pâturages d'altitude sont encore propriété de la communauté et répartis par celle-ci. L'analyse détaillée du sentiment d'appartenance communautaire à partir d'histoires de vie différentes fait apparaître que celui-ci demeure vigoureux chez les plus pauvres tandis qu'il est faible chez les plus aisés. Ces derniers, dont on a vu qu'ils privilégiaient les stratégies de reproduction familiale au détriment de l'exploitation et de la communauté, satisfont aux obligations qu'elle leur impose par personnes interposées, payant certains *peones* pour qu'ils exécutent les obligations à leur place. À l'inverse, les *comuneros* les plus pauvres participent avec vigueur à son fonctionnement dans le cadre d'une « stratégie de survie des économies pauvres » (GONZALES DE OLARTE, 1986). M. Bey décrit ainsi une famille qui se classe elle-même parmi les plus pauvres de Casinta. Don Pedro (le père de famille) compte parmi les rares *Casintanos* qui s'élèvent contre la propriété privée, car « tout le monde a le droit de cultiver », affirme-t-il. Il ajoute que l'organisation en communauté est un facteur de progrès car, de cette manière, « tous doivent participer ». De telles remarques soulignent, là encore, combien cette différence de « priorité organisationnelle » (la famille pour les uns, la communauté pour les autres) qui se superpose dans la province de Bolívar à la césure entre indigènes et métis paraît ici commandée par le niveau de ressources. On pourrait poursuivre encore ces comparaisons, dans le champ du *compadrazgo* par exemple. Identifié en Bolívar et présenté par

MORLON (1992) comme un trait spécifiquement indigène, il est décrit par ces anthropologues comme un mode de relation en fort développement chez les plus aisés des comuneros, qui l'utilisent comme outil de contrôle d'une « clientèle » de paysans pauvres afin de contrôler les décisions d'une communauté dont on a vu qu'ils n'attendaient plus grand chose.

## Conclusion

Par delà les nombreux comportements dont l'interprétation paraît ambivalente, à travers ces quelques exemples c'est bien la validité du concept de « renaissance indigène » qu'il faut évaluer. Si l'identité culturelle est vraiment première, il ne faut voir dans des organisations en archipel vertical ou des pratiques de *mingas* chez les métis que des formes de « récupération » de comportements opérationnels chez les Indiens par les descendants des colonisateurs. Une analyse plus précise de cette perméabilité culturelle mériterait d'être approfondie car elle témoigne d'une bijectivité des influences, qu'on a souvent décrites comme à sens unique. Si, en revanche, la récurrence de ces comportements en des lieux et dans des substrats culturels variés recouvre de façon significative un niveau de ressources particulièrement bas, tout laisse à penser qu'il s'agit là de modalités assez universelles de « prévention du risque » (qui se traduiraient notamment dans le cadre de campagnes surpeuplées plus ouvertes au monde urbain par le passage structurellement semblable d'un « archipel vertical » à un « archipel d'activités ») (MORLON, 1992). Dans ce cas, la spécificité indienne serait très étroitement liée aux niveaux de revenus extrêmement faibles des populations, que cinq siècles de colonisation ont soigneusement entretenus. Les ambitions d'accès à un autodéveloppement indigène contrôlé ne pourraient dès lors être considérées que comme des « utopies mobilisatrices », politiquement sans doute efficaces, mais prospectivement peu crédibles. Le développement enfin concédé aux familles indiennes les plus pauvres ne pourrait dès lors déboucher *a priori* que sur l'affaiblissement de leurs spécificités

organisationnelles. L'éventuelle préservation de leur identité linguistique ou mythologique pourrait-elle alors être assurée par la seule vigueur du sentiment identitaire ? On rejoint là un débat que Bretons, Basques ou Alsaciens posent à l'uniformisation culturelle de la nation française.

## Bibliographie

- ANTONINI (G. A.), 1982 —  
« Chambo : evolución del paisaje y su relación con el potencial productivo agrícola ». In : *Geografía y desarrollo : metodología y caso de estudios (un aporte panamericano)*, Quito, Cepeige.
- BERNARD (C.), 1992 —  
*Pindilig, un village des Andes équatoriennes*. Paris, CNRS, 428 p.
- BERTRAND (G.) *et al.*, 1980 —  
Une cartographie de reconnaissance des géosystèmes dans les Andes du Pérou. Toulouse, *Revue des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 51 (2) : 169-181.
- BEY (M.), 1994 —  
*Le meilleur héritage : stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*. Paris, Orstom, coll. À travers champs, 203 p.
- BLANQUER (J. M.), 1992 —  
Colombie : la nouvelle Constitution. Paris, La Documentation Française, *Problèmes d'Amérique Latine*, 7 : 83-97.
- BRAUDEL (F.), 1986 —  
*L'identité de la France. Espace et Histoire*. Paris, Arthaud/Flammarion, 364 p.
- BÜTTNER (T.), 1993 —  
*Uso del quichua y del castellano en la Sierra ecuatoriana*. Quito, EBI-MEC-GTZ, édit. Abya-Yala, 445 p.
- DELAUNAY (D.), PORTAIS (M.), 1986 —  
*Équateur 1986*. Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires, 2 vol.
- DELAUNAY (D.), 1989 —  
« Espacios demográficos y redes migratorias ». In : *Flujos demográficos en el Ecuador, Estudios de geografía*, vol. 1, Quito, Corporación Editora Nacional.
- DELER (J. P.), 1991 —  
« L'Équateur bipolaire ». In : *Géographie Universelle, vol. Amérique latine*, Paris, Hachette/Reclus : 264-277.
- FASSIN (D.), 1991 —  
Équateur : les nouveaux enjeux de la question indienne. *PAL*, 3 : 91-108.
- FAUROUX (E.), 1989 —  
La plasticité des structures communautaires dans les processus de transformation de l'Équateur rural. *Cah. Sci. hum.*, 25 (3) : 369-381.
- GONDARD (P.), HARTMANN (R.), 1985 —  
*Atlas agricole de l'Équateur*. Montpellier, Orstom, Laboratoire d'études agraires (édition provisoire).
- GONDARD (P.), LEÓN (V. J.), SILVA (Ch. P.), éd., 1988 —  
*Transformaciones agrarias en el Ecuador*. Quito, IPGH (Instituto Panamericano de Geografía e Historia)/Orstom/IGM (Instituto Geográfico Militar), coll. Geografía Básica del Ecuador III.

- GONZALEZ DE OLARTE (E.), 1986 — *Economía de la comunidad campesina*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 260 p.
- GROS (Ch.), 1994 — Identités indiennes, identités nouvelles. *Caravelle*, 63 : 129-159.
- KNAPP (G.), 1988 — *Ecología cultural prehispánica del Ecuador*. Quito, Banco Central del Ecuador, 205 p.
- KNAPP (G.), 1991 — *Adaptive dynamics in Ecuador*. Westview Press, Boulder, Color., 224 p.
- KNAPP (G.), 1991 — *Geografía quichua de la Sierra del Ecuador*. Quito, Abya-Yala, 87 p.
- LAVAUD (J.-P.), 1992 — De l'indigénisme à l'indianisme : le cas de la Bolivie. Paris, La Documentation française, *Problèmes d'Amérique Latine*, 7 : 63-82.
- LEMOINE (M.), 1994 — La révolte très politique des Indiens d'Équateur. *Le Monde Diplomatique*, novembre 1994.
- MARTINEZ (V. L.), 1985 — Migraciones y cambios en las estrategias familiares de las comunidades indígenas de la sierra. Quito, *Ecuador Debate*, 8, « Migraciones y migrantes ».
- MEZZINE (F.), 1993 — *Monographie d'un village de la Sierra équatorienne : Pucara (Province de Bolivar)*. Université Michel de Montaigne - Bordeaux-III, TER de maîtrise, 82 p.
- MORLON (P.), 1992 — *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou, Bolivie)*. Paris, Inra, 522 p.
- MURRA (J.), 1975 — *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. Lima, IEP, 339 p.
- (voir le chapitre « El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en las economías de las sociedades andinas »).
- PAUQUET (N.), 1993 — *Stratégies démographiques et migratoires des sociétés rurales de Chillanes et leur impact sur les structures agraires*. Université Michel de Montaigne - Bordeaux-III. TER de maîtrise, 95 p.
- POINSOT (Y.), POUYLLAU (M.), POUILLE (F.), à paraître — « Crecimiento demográfico y organización del espacio : ensayo de modelización de los procesos activos en la Provincia de Bolívar, Ecuador ». In : *Representación Cartográfica y Dinámica de Cambio en los Andes : Identificar, Interpretar, Comunicar*, Centro de estudios regionales andinos Bartolome de Las Casas/Institut français d'études andines, actes du colloque de Cuzco du 24 au 27 août 1994.
- POMEROY (Ch.), 1988 — « Fincas familiares multizonales en la vertiente occidental de los Andes ecuatorianos (Provincia de Bolívar) ». In MackKee (L.), Argüello (S.), éd. : *Nuevas investigaciones antropológicas ecuatorianas*, Quito, Abya-Yala : 125-152.
- POUILLE (F.), 1993 — *Étude préliminaire de l'utilisation, de l'évolution et de la dégradation des sols andins dans les Andes équatoriennes (Province de Bolivar)*. Ifea/CNRS/université de Bordeaux-III, 75 p.
- POUYLLAU (M.), BAZZO (D.), POUILLE (F.), VERGNES (A.), 1995 — « SIG Chimborazo. Mutations des espaces ruraux et risques dans la Sierra équatorienne ». In : *SIG, et autres outils pour l'approche des risques sociaux et environnementaux*, 6<sup>e</sup> Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges,

octobre 1995, publication électronique de 12 Mo sous Director-Macintosh, avec documents Map II, Multiscope, ClarisWorks, Canvas, MacDrawPro.

ROLDÁN (L.), 1988 —  
La categoría social del indio :  
etnocentrismo y conciencia étnica.  
Mexico, *Boletín de Antropología  
americana*, 18, Dic. 1988 : 49-84.

SALAMEA (L.), 1980 —  
« La transformación de la hacienda y

los cambios en la condición  
campesina ». In : *Ecuador : cambios  
en el agro serrano*, Quito,  
Flacso/Ceplaes.

SANTANA (R.), 1992 —  
Les Indiens d'Équateur, citoyens  
dans l'ethnicité. *Caravelle*, Toulouse.

WHITAKER (M. D.), 1990 —  
*El rol de la agricultura en el desar-  
rollo económico del Ecuador*. Idea,  
566 p.